



NOS VENTRES
NE SONT PAS À LOUER

SYMPATHISANTS DE
LA MANIF POUR TOUS,
Paris, le 6 juin 2013.

FEMINISTES



Osez
le
féminisme!

BORTO
ES
SAGRADO
DO

JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LA FEMME, dans les
rues de Paris, le cortège
du collectif Osez le
féminisme !, le 8 mars 2014.

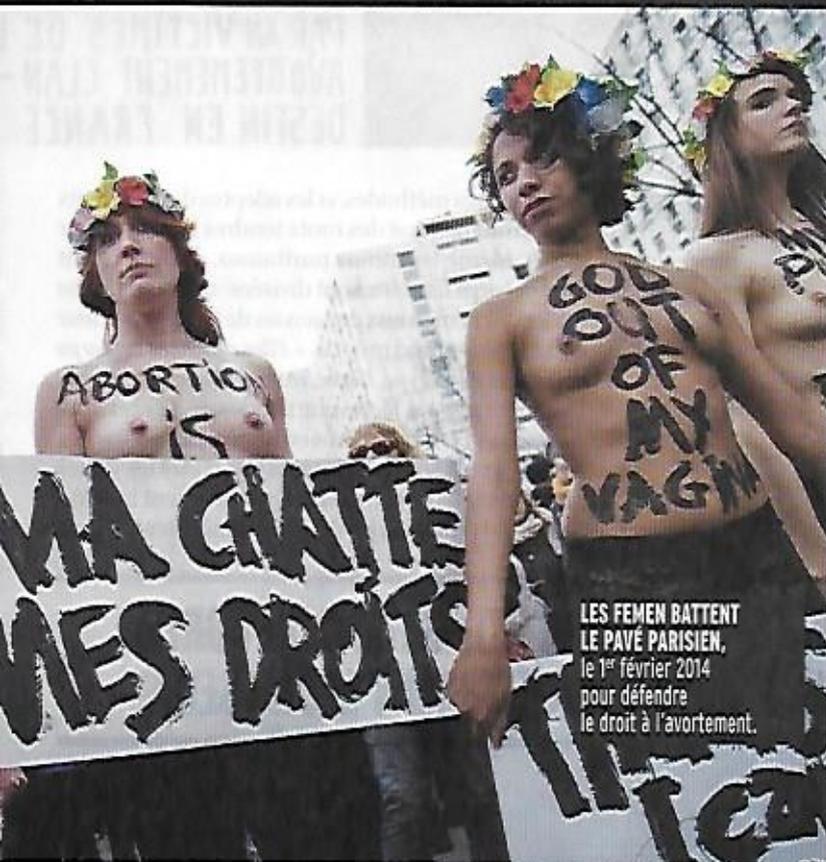


PARIS, LE 8 MARS 2014, manifestation pour l'égalité hommes/femmes.

Gestation pour autrui, prostitution, maternité... Les points de discorde ne manquent pas entre les militantes de la cause des femmes. Une division telle que l'on parle désormais de "féminismes" au pluriel.

PAR ÉLODIE ÉMERY

POURQUOI ELLES NE SONT D'ACCORD SUR RIEN...



LES FEMEN BATTENT LE PAVÉ PARISIEN, le 1^{er} février 2014 pour défendre le droit à l'avortement.

G

PA : gestation pour autrui. L'acronyme, quasi inconnu il y a encore une dizaine d'années, est désormais au cœur du débat : une femme peut-elle accueillir dans son ventre un enfant destiné à d'autres ? En toute logique, la société tourne son regard vers les fémi-

nistes... Problème : elles ne sont pas d'accord entre elles ! Du tout. Le 13 juillet dernier, une pétition publiée dans le journal *Libération* demandait à François Hollande de « s'opposer publiquement à l'admission par le droit des contrats de mère porteuse ». Pétition emmenée par quelques chercheurs qui y associaient leurs signatures à celles de féministes chevronnées comme Yvette Roudy, ministre des Droits des femmes sous François Mitterrand, Marie-Joséphine Bonnet, historienne des femmes, ou Sylviane Agacinski, philosophe. Dans le même journal, en vis-à-vis de cet appel solennel, la sociologue Martine Gross soutenait la thèse exactement opposée : « Pourquoi les femmes ne pourraient-elles >

> pas être libres de mettre leur utérus à disposition pour quelques mois ? L'interdiction actuelle équivaut à dire que les femmes françaises ne peuvent consentir librement et en toute conscience, qu'il faut les protéger contre elles-mêmes. »

Quelques mois plus tôt, c'était la prostitution qui semait la discorde dans les rangs féministes. Le 8 mars 2014, journée mondiale de lutte pour les droits des femmes : un combat... deux manifs. En pleine controverse sur la pénalisation des clients de la prostitution, les militantes n'avaient pas le cœur à défiler ensemble : au premier cortège abolitionniste succédait celui des opposants à la loi. « A l'issue de la marche, les deux cortèges se retrouvant au même point d'arrivée, une virulente confrontation de slogans eut lieu », raconte Sarah-Marie Maffesoli, doctorante en droit public, dans la revue *Esprit* (1).

“MULTIPLICATION DE COURANTS”

Le féminisme, qui a permis l'obtention de droits aussi fondamentaux que celui de voter ou d'avorter, a aujourd'hui volé en éclats. Au point que certaines, comme Elisabeth Badinter, se demandent s'il ne faudrait pas définitivement passer au pluriel et parler « des féminismes ». Dans un entretien accordé à *Libération*, la philosophe se disait « inquiète » : « Il y a une multiplication de courants, ce qui signifie qu'on ne partage plus grand-chose, dans une grande confusion de concepts, avec des discours parfois opposés. » C'est pourtant au nom d'un même combat pour l'émancipation que certaines défendent la GPA ou encore le port du voile islamique, quand d'autres dénoncent une exploitation des corps ou un signe d'oppression manifeste. Ou que d'autres encore se battent pour que le mot « mademoiselle » soit banni des formulaires administratifs, ou pour que les noms de profession soient féminisés – la maire, la ministre – tandis que leurs sœurs de lutte lèvent les yeux au ciel.

Au-delà des prises de position, les modes d'action sont, eux aussi, antagonistes. D'un côté, Les Chiennes de garde combattent sans relâche l'utilisation du corps féminin faite par la publicité ; de l'autre, des féministes d'une génération nouvelle, les Femen, exhibent leurs seins pour protester contre le machisme. Cela ne saute pas immédiatement aux yeux du néophyte, mais le twerk, cette danse consistant à remuer frénétiquement son postérieur, est considéré par certaines comme une revendication féministe : il s'agirait de libérer cette partie du corps – les fesses –, restée trop longtemps cachée sous la pression masculine...



LA LONGUE MARCHÉ DES FEMMES, des suffragettes du début du XX^e siècle (ci-dessus, l'Union nationale pour le vote des femmes), en passant par les "garçonnes" (ci-contre) célébrant en 1933 le lancement du pantalon pour les femmes, jusqu'aux luttes des années 60-70 pour la légalisation de l'avortement.



A chacune ses méthodes, et les adeptes des différents courants n'ont pas que des mots tendres les unes pour les autres. Même les moins puritaines, qui valorisent la féminité et le corps féminin, sont divisées : qu'on ne vienne pas parler des Femen aux danseuses de twerk ; elles leur inspirent le plus grand mépris. « Elles affichent un corps extrêmement stéréotypé, blanc, mince, elles sont presque toutes blondes platine, lâche une twerkeuse. Et elles n'ont aucun discours politique. » Très critiquées, les militantes venues d'Ukraine sont néanmoins loin d'être les seules à s'attirer l'ire de leurs consœurs. Qu'elles soient intellos, militantes de terrain, ou les deux, les féministes se tirent

D'UN CÔTÉ, LES CHIENNES DE GARDE COMBATTENT L'UTILISATION DU CORPS FÉMININ FAITE PAR LA PUB ; DE L'AUTRE, LES FEMEN EXHIBENT LEURS SEINS.



gentiment dans les pattes. Que l'on évoque les débats sur la prostitution ou la pornographie, et les formules lapidaires se mettent à fuser : « *Posture intellectuelle* », « *Déni de réalité* », « *Bourgeoises ménopausées et par-touzeuses...* ». Toutes les féministes veulent le bien des femmes : ce sont les façons d'y parvenir qui les opposent. Et si les débats sont vifs, c'est parce qu'ils bousculent la société tout entière, et pas seulement les femmes. « *Le féminisme est un mouvement social, qui est traversé par des forces contradictoires. C'est toute la différence avec des partis, analyse Florence Montreynaud, fondatrice des Chiennes de garde. Les polémiques reposent sur des choix stratégiques, ce ne sont pas des caprices !* »

Une première grille de lecture pour comprendre ces oppositions existe depuis les années 70, il s'agit de la distinction entre féminisme « différentialiste » et féminisme « universaliste ». L'universalisme, très majoritaire en France depuis Simone de Beauvoir, considère qu'en matière de droits civiques la différence entre les sexes doit être suspendue. « *La question, c'est : est-ce que les femmes font les choses différemment parce que ce sont des femmes ?* explique Caroline De Haas, fondatrice d'Osez le féminisme ! *Les femmes ne managent pas différemment parce qu'elles ont des ovaires et un vagin. A gauche, tout le monde est d'accord sur l'universalisme. Sauf Sylviane Agacinski...* » Comme Antoinette Fouque, féministe historique récemment disparue, la philosophe Sylviane Agacinski est en effet l'héritière d'un second courant : le différentialisme. A l'inverse des universalistes, elle considère qu'hommes et femmes présentent des différences et des spécificités qu'il s'agit de prendre en compte, et même de valoriser. « *L'universel, c'est la mixité, l'hétérogénéité masculin/féminin* », écrit-elle.

L'un des principaux clivages entre universalistes et différentialistes concerne la capacité biologique des

SIMONE DE BEAUVOIR INVITÉE À L'ÉLYSÉE le 8 mars 1983, pour la Journée de la femme. A la gauche de François Mitterrand, Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme. A l'extrême gauche de la photo, Ségolène Royal, alors jeune conseillère du Président de la République.

femmes à enfanter. « *La maternité serait soit l'expression fondamentale de la féminité, soit une aliénation de la liberté*, résume la sociologue Nathalie Heinich, directrice de recherche au CNRS. *Mais les deux sont vrais, à chacune de se débrouiller avec ça ! Si les femmes se sentent contraintes, tant pis pour elles. Elles sont assez grandes pour résister aux injonctions sociales.* » Injonctions qui demeurent parfois vivaces. « *Dans les quartiers, c'est impossible d'imaginer ne pas avoir d'enfant. C'est comme ça*, raconte Sihem Habchi, ancienne présidente de l'association Ni putes ni soumises. *La femme doit investir le champ social en prenant soin des enfants et des vieux. S'extraire de ça, c'est très difficile.* » La juriste Marcela Iacub, rendue célèbre pour ses positions à contre-courant du féminisme « traditionnel » – qu'elle qualifie d'ailleurs de mouvement « staliniste » –, propose une solution pour libérer les mères : elle souhaiterait voir collectivisée l'éducation des enfants. « *On a créé des législations qui favorisent le lien fusionnel avec les enfants, c'est politique, c'est une façon de nuire aux femmes ! Il faut imaginer des systèmes de garde qui ne soient pas culpabilisants.* » En attendant, Marcela Iacub estime que seules les femmes riches peuvent combiner maternité et carrière professionnelle épanouie. « *C'est très cruel d'obliger les femmes à choisir. Je ne suis qu'un exemple parmi d'autres, mais je considère que je ne suis pas suffisamment riche pour avoir un enfant.* » Christine Pedotti, catholique « *clairement féministe* », est cofondatrice du Comité de la jupe, qui torpille les discriminations au sein de l'Église catholique. Elle souligne que ce sont les femmes elles-mêmes qui font peser sur les autres l'injonction à être « une mère parfaite ». Le contrôle des naissances a permis aux femmes de choisir d'être mère ; le progrès médical a mis fin à une mortalité infantile endémique. Mais moins on fait d'enfants... plus on les investit. « *Le problème, c'est que les enfants, ça ne se "réussit" pas*, sourit Christine Pedotti. *Il faut faire ce qu'on peut, être une good enough mother ("une mère suffisamment bonne") comme disait le pédiatre Donald Winnicott !* »

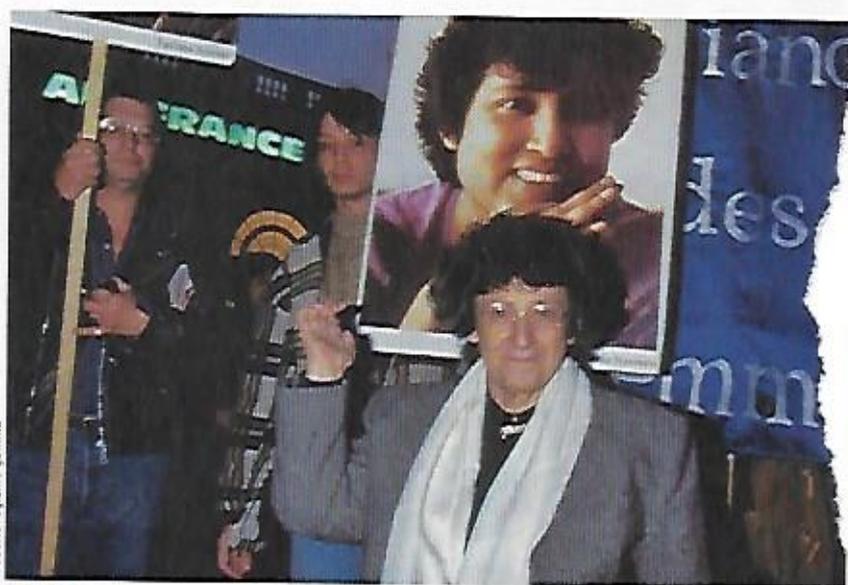
HYDRE À PLUSIEURS TÊTES

Toutes celles qui réfléchissent à la place des femmes dans la société s'attellent à ne pas considérer la maternité comme une évidence ou un impératif vital. Mais elles mènent une lutte contre une hydre à plusieurs têtes, qui revient actuellement portée par une idéologie d'un retour à des valeurs naturelles et écologistes très en vogue chez les bobos. Dans son livre *Les hommes naissent libres et égaux... et les femmes ?*, la psychothérapeute Sylvie Tenenbaum dénonce un culte de la maternité qui s'accompagne de celui de la maternité « naturelle ». « *Cela signifie accoucher dans des maisons de naissance, sans médecin mais avec des sages-femmes, sans péridurale non plus (car ce n'est pas "naturel")*, écrit-elle. *Nous revenons à l'anathème originnaire pour "enfanter dans la douleur", une douleur magnifiée.* » ➤

> Au cours du même entretien accordé à *Libération*, Elisabeth Badinter s'alarmait, elle aussi, de cette vague naturaliste : « Je suis ahurie de voir les retours en arrière chez des femmes qui se disent féministes et vous expliquent que la seule chose qui vaille c'est de rester à la maison et d'élever ses enfants. » « C'est aussi un retour à des valeurs qui ne sont pas celles du marché, nuance Caroline De Haas. Certaines femmes ne veulent plus prendre la pilule parce qu'elles sont dégoûtées par les labos pharmaceutiques qui en ont fait un business. Elles se disent : "Ce sont tous des pourris, passons à autre chose." C'est aussi un rejet du capitalisme. »

L'organisation capitaliste de la société, c'est aussi ce qui hérisse le poil d'Evelyne Sullerot. Féministe historique tendance différentialiste, la fondatrice du Mouvement français pour le planning familial en a contre les entreprises qui « organisent le travail sans se soucier du timing de la vie d'une femme ». « Aujourd'hui, les femmes commencent à avoir des enfants à 33 ans alors que, sur un plan biologique, ce serait mieux de les avoir plus jeune, soutient la nonagénaire. Elles ont été dressées par les nécessités de leur travail. Il faut absolument essayer de trouver des voies qui permettraient aux femmes de réaliser leur potentiel intellectuel sans se plier à l'organisation capitaliste des entreprises ! »

Si les oppositions entre universalistes et différentialistes sont encore bien d'actualité, il est un sujet que les féministes n'abordent plus vraiment, c'est celui des hommes. Ou du moins, celui des hommes considérés comme des ennemis à abattre. Les machos, les « lourds ». Le groupe d'action féministe La Barbe s'est certes donné pour mission de tourner en ridicule la domination masculine, en particulier au sein des lieux de pouvoir. Mais la tendance générale est à la collaboration avec la gent masculine plutôt qu'à la lutte armée. C'est avec des hommes que Florence Montreynaud a fondé Zéromacho, « réseau international d'hommes contre le système prostituteur ». Sihem Habchi affirme quant à elle sa conviction que « les hommes ne sont pas violents par nature ». Evelyne Sullerot est l'heureuse marraine de l'association SOS Papa qui défend les droits des pères en cas de divorce entre les parents, et Marcela Iacub insiste sur le fait que « si un homme ne veut pas d'enfant, ce n'est pas juste de le lui imposer ». Toutes assurent que leur combat pour l'égalité n'a rien de strictement féminin ; il s'agit d'un combat humaniste. « La cause des femmes en elle-même ne m'intéresse pas, ce qui m'intéresse, c'est l'égalité en matière de droits civils, et la certitude que les individus sont consentants à ce



frédéric reigain / gamma

ANTOINETTE FOUQUE, militante historique du Mouvement de libération des femmes (MLF), lors d'une manifestation de soutien à Taslima Nasreen, à Paris, le 7 octobre 1994.

qui leur arrive », souligne Nathalie Heinich. L'image d'Epinal de la féministe hargneuse qui déteste les hommes semble obsolète. Comme le souligne Alice Béja dans son introduction au dossier de la revue *Esprit* consacré au féminisme, les controverses ont désormais surtout pour objet « le corps des femmes, son contrôle, sa maîtrise par les femmes elles-mêmes » (1).

Et c'est bien la question du corps des femmes qui est aujourd'hui au centre des polémiques qui entourent la gestation pour autrui (GPA). Les sociologues Irène Théry et Martine Gross, tout comme Elisabeth Badinter, défendent le recours aux mères porteuses. Martine Gross estime notamment qu'il est injuste qu'une mère ne soit mère que parce qu'elle a accouché. Alors que « les hommes qui reconnaissent un enfant dont ils ne sont pas géniteurs n'encourent aucune sanction, mais tout juste un risque de contestation de filiation. Bref, la filiation instituée n'est un fait social que pour les hommes ». Marcela Iacub voit elle aussi dans l'autorisation de la GPA l'occasion de « casser cette idéologie de l'accouchement, ce rapport physique entre la mère et l'enfant » qui l'exaspère. « Mais il faudrait que ça vaille vraiment le coup... En Israël, il y a un tarif minimum pour les mères porteuses, un seuil au-dessous duquel on ne peut pas descendre. » En citant l'exemple israélien, la juriste entend répondre à la principale critique adressée à la GPA : la création d'un marché mondial de la maternité, avec une offre et une demande de type capitaliste, qui n'est jamais profitable aux plus pauvres. « C'est un phénomène de classes. Parlons plutôt de location d'utérus pauvres, c'est plus simple que GPA ! assène Florence Montreynaud. Et puis, c'est quoi ce baratin sur l'enfant à tout prix ? On peut trouver d'autres façons de s'occuper d'enfants ! On ne s'accomplit que si on a un enfant "à soi" ? Mais c'est très antiféministe ! Il faut accepter la frustration. On

L'HOMME N'EST PLUS L'ENNEMI À ABATTRE. LA TENDANCE GÉNÉRALE EST À LA COLLABORATION AVEC LA GENT MASCULINE PLUTÔT QU'À LA LUTTE ARMÉE.



marta nassimbeno / rea



thomas samson / qdmedia



nicolas lavriner / réa

LES FEMMES SUR TOUS LES FRONTS

Yvette Roudy, en 1999, lors d'une manifestation pour la parité hommes-femmes. Ci-dessus, à gauche, mobilisation des Ni putes ni soumises contre la décision du tribunal de Lille d'annuler un mariage où l'épouse n'était pas vierge, le 6 juillet 2008. A droite, Caroline de Haas et Lucie Sabau, du collectif Osez le clito.

ne peut pas non plus courir le 100 m en dix secondes : eh bien, on s'en remet... »

Sujet d'affrontement entre elles, la GPA a également mis fin à la convergence de luttes qui existait entre féministes et gays depuis les années 70. Depuis que les questions portent sur l'utilisation du corps de la femme pour accéder à un hypothétique « droit à l'enfant », il semble que l'union sacrée soit arrivée à son terme. « Tout se brouille, observe Laurence Rossignol, secrétaire d'Etat à la Famille et militante féministe. Il y a une évolution individualiste libérale qui ne sert pas la cause des femmes. » Au point que les féministes de la Coordination lesbienne en France (CLF), très opposées à la GPA qu'elles assimilent à une marchandisation des corps, ont fini par claquer la porte de la Fédération LGBT (Lesbiennes, gays, bi et trans de France). « Pour moi, la ligne de fracture n'est plus tellement entre universalistes et essentialistes, analyse Marie-Josèphe Devillers, coprésidente de la CLF. Elle est entre ceux qui ont une vision de la société où tout le monde peut vivre décemment et le courant individualiste. Ce qui fait la différence, c'est la culture politique. Ces gens ne se posent pas la question de la société dans laquelle ils vivent ! »

« C'est exactement la même chose pour le débat sur la prostitution, poursuit Laurence Rossignol. Tout le mouvement homo est opposé à la pénalisation du client, avec l'idée que le "consentement" suffit à tout autoriser. » Toutes les féministes se retrouvent néanmoins autour de l'idée que la priorité absolue est de lutter contre les

réseaux mafieux. Mettre des jeunes femmes venues d'Europe de l'Est, d'Afrique ou de Chine sur le trottoir de force, tout le monde s'accorde à dire que c'est mal ! En revanche, sur la prostitution elle-même... Nathalie Heinich estime que dès lors qu'il s'agit de sexualité entre adultes consentants, la société n'a pas à légiférer. « Il est évident qu'une grande partie du travail n'est consentie que parce qu'il y a une compensation financière à la clé... Je ne vois pas la différence avec la caissière de chez Monoprix », explique-t-elle. Pour d'autres, le consentement

est une fiction, qui ne peut pas se penser en dehors des mécanismes de domination en place depuis la nuit des temps. Même Marcela Iacub, qui se dit pour la légalisation de la prostitution, estime « qu'on pourrait inventer mieux ». « Mais l'interdire, c'est une saloperie, ça punit les hommes les plus pauvres... Les riches n'ont pas besoin de prostituées », déclare-t-elle. Disposer de son corps, défendre les libertés individuelles : ces questions sont aussi à l'origine des controverses sur le port du voile dit « islamique ». Sihem Habchi est catégorique : pour elle, le féminisme « officiel » fait preuve de politiquement correct en parlant systématiquement de

« stigmatisation » de la communauté musulmane. Et surtout, ne règle pas le problème. « Autoriser le port du voile, c'est stigmatiser celles qui ne le portent pas, estime Nathalie Heinich. C'est une atteinte grave à la liberté de ne pas se voiler. »

UN MOMENT HISTORIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Contrairement à Elisabeth Badinter, les féministes que nous avons rencontrées ont surtout le sentiment d'être au cœur d'une société en pleine mutation, à un moment historique où les femmes changent de statut. « Des femmes libres de leur destin et qui bénéficient de droits légaux, c'est une nouveauté absolue dans l'histoire de l'humanité », rappelle Christine Pedotti, du Comité de la jupe. Normal, donc, que l'on assiste à quelques sursauts, résistances, hésitations et interrogations métaphysiques sur les contours d'une société dont nous sommes les aventuriers. En revanche, le terme « féminisme » est peut-être en passe d'être abandonné... par les féministes elles-mêmes. « Je n'emploie plus le mot "féminisme". Il ne fonctionne plus, regrette Florence Montreynaud, fondatrice des Chiennes de garde. Il m'a fallu quarante ans pour en faire le deuil. Mais mon rôle, c'est avant tout de faire de la vulgarisation, et on perd beaucoup de temps à expliquer aux hommes qu'on ne veut pas leur couper les couilles. Maintenant, je dis que je suis pour l'égalité des droits et pour l'application de ces droits. C'est plus simple ! » ■

(1) Revue Esprit, octobre 2013, « Les controverses du féminisme ».

(2) Lettre d'une enfant de la guerre aux enfants de la crise, Evelyne Sullerot, Fayard, 2014.